

NAIROBI, Kenya, 3 mars (Infosplusgabon) - Des données spécifiques au genre, en particulier des informations détaillées sur la façon dont les femmes et les hommes utilisent les ressources financières, sont nécessaires pour améliorer les interventions visant à éliminer les disparités entre les sexes dans l'accès à l'énergie, a estimé la Banque africaine de développement (BAD) lors d'un webinaire consacré au renforcement de l'intégration de la dimension genre dans le secteur énergétique au Kenya.

Ce webinaire a été organisé le 25 février en vue de lancer le rapport pays de la Banque africaine de développement sur le genre et l'accès à l'énergie au Kenya.

La Banque africaine de développement a mobilisé des responsables politiques du Rwanda, du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie pour intervenir dans la publication d'une série de rapports pays sur le genre et l'énergie (<https://bit.ly/3r564bQ>). Les rapports, destinés aux responsables politiques gouvernementaux et à d'autres parties prenantes, formulent des recommandations visant à améliorer la capacité des femmes à accéder à des solutions d'énergie propre et à des opportunités d'emploi dans le secteur énergétique.

Selon la directrice adjointe pour l'égalité des sexes et le développement au ministère kényan de l'Énergie, Phoebe Makungu, des interventions axées sur le genre pourraient répondre aux besoins de santé, de qualité de l'éducation et de promotion de l'accès des femmes à l'électricité. « La promotion de l'accès des femmes à l'énergie implique de veiller à ce qu'elles ne soient pas seulement des bénéficiaires de l'énergie mais qu'elles en deviennent également des fournisseurs. En favorisant leur accès, nous contribuerons à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies », a-t-elle affirmé.

Phoebe Makungu, qui a mené un examen des principales interventions politiques liées au genre, a expliqué qu'il y avait un manque de données sur les modalités d'accès des femmes et des hommes à l'énergie et à d'autres interventions. Sans données suffisantes, il est difficile de déterminer de façon précise l'impact des efforts d'intégration de la dimension genre dans le secteur.

La directrice régionale de la Banque africaine de développement pour l'Afrique de l'Est, Nnenna Nwabufo, a précisé que la Banque s'engageait en faveur de la production de statistiques spécifiques au genre afin d'aider les pays à instaurer un environnement propice à l'élimination des disparités entre les sexes. Elle a expliqué que les pays seraient en mesure d'élaborer des politiques sensibles au genre en tenant compte des besoins de divers segments de la population – y compris les femmes, les personnes ayant des besoins spécifiques, les hommes et les jeunes – en vue d'accéder à ce besoin fondamental.

« L'énergie est nécessaire au quotidien. Grâce à des informations appropriées sur l'utilisation de l'énergie, nous pouvons sensibiliser la population et attirer l'attention sur cette question qui est essentielle à l'autonomisation des femmes », a-t-elle ajouté.

« Nous voulons faire en sorte d'éliminer les disparités énergétiques, de réduire le fardeau imposé aux femmes dans la collecte de bois de chauffe et de protéger la santé des femmes et hommes en réduisant la pollution de l'air dans les habitations. Nous voulons également encourager les gouvernements à fournir des services essentiels à tous, en particulier dans la santé, où les femmes sont affectées de façon disproportionnée », a souligné Nnenna Nwabufo.

Le directeur de la planification au ministère kenyan de l'Énergie, Timothy Gakuu, a indiqué que son gouvernement faisait de l'accès à l'énergie l'axe principal de son programme national de développement. Le ministère réalise ainsi des progrès en matière d'intégration des énergies renouvelables dans les principales interventions sectorielles du gouvernement. Timothy Gakuu a expliqué que le gouvernement s'employait à améliorer l'accès des femmes à l'énergie grâce à son projet de raccordement du dernier kilomètre, qui vise à accroître le nombre de ménages ayant accès à l'électricité à l'échelle nationale.

Le rapport pays de la Banque appelle à améliorer le suivi et l'évaluation de l'intégration de la dimension du genre et l'impact des lois nationales exigeant qu'au moins un tiers des sièges de parlementaires soient attribués à des femmes.

« Au Kenya, l'intégration de la dimension du genre fait l'objet d'un engagement et, en règle générale, la législation exige la représentation des femmes dans la prise de décision publique. Toutefois, on constate un manque d'engagement financier adéquat, et une analyse des disparités de genre est nécessaire », a observé Phoebe Makungu. Elle a ajouté qu'un système de suivi devrait se concentrer sur le contrôle des allocations budgétaires au secteur.

L'atelier virtuel, que la Banque a organisé en coopération avec le Fonds d'investissement pour le climat et le Réseau international sur le genre et l'énergie durable (ENERGIA), était le quatrième d'une série de webinaires déjà organisés au Rwanda, en Ouganda et en Tanzanie en vue d'examiner la situation en matière d'intégration du genre et d'accès à l'énergie dans ces pays.

FIN/INFOSPLUSGABON/SAQ/GABON2021

© Copyright Infosplusgabon